

Une activité très lucrative pour l'AFD

Par Jean Michel Sylvain

Jean Ping le président élu par les Gabonais, selon le rapport des experts de l'Union africaine (UA), ne croyait pas si bien dire en qualifiant le Gabon de « forme la plus aboutie de la FrancAfrique ». L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre à merveille cette théorie sur le plan économique. Elle consiste à exploiter les ressources des colonies pour financer les besoins de la métropole ». L'AFD, qui va célébrer ses 75 ans le 6 décembre prochain sous la présidence du très françafricain François Hollande, bénéficie de la même notation financière sur les marchés que l'Etat français. Elle emprunte des capitaux à des taux proches de zéro, voire négatifs, à l'image du trésor public français. L'Agence, qui se vante partout d'aider les économies des pays sous-développés à s'adapter aux enjeux du changement climatique, fait en réalité un lucratif business. Elle vend l'argent obtenu pour pas grand chose aux pays sous-développés, majoritairement d'anciennes colonies de la France en Asie, en Afrique subsaharienne et dans les départements et territoires d'outre-mer (Dom-Tom), avec des taux d'intérêt variant entre 6 et 10%. L'Agence réalise ainsi au passage un énorme bénéfice qui est sa contribution au financement des besoins de la France à partir des ressources tirées des colonies. L'Agence est particulièrement active dans les pays en crise, où aucun investisseur sérieux ne veut plus risquer ses capitaux. C'est l'assurance pour elle de gagner un jackpot. Un tel Etat sans plus la moindre crédibilité sur le marché financier, est prêt à accepter n'importe quelles conditions pour obtenir de l'argent frais. Ce n'est pas par hasard qu'une délégation de l'AFD est venue « en prospection » il y a quelques semaines au Gabon. Un Etat en crise que les agences de notation viennent de ranger dans la catégo-



rie des pays où il ne faut pas investir. Fermant les yeux devant de nombreux cadavres qui jonchent encore le sol gabonais du fait de BOA qui rêve de s'imposer par la force, l'AFD est venue faire son « marché ». La délégation a rencontré le fantasque Yves Fernand Manfoumbi pour parler du financement du projet «Prodiag» phase 2. Projet de développement des investissements agricoles au Gabon. On ne sait pas si la phase 1 de ce projet, piloté par une organisation non gouvernementale très françafricaine, Agrisud, a atteint tous ses objectifs ? Ce n'est pas ce qui intéresse l'Agence. Il faut d'abord sauver les intérêts financiers d'Agrisud. Elle a eu l'ingénieuse idée, en 1992, de proposer au gouvernement gabonais déjà en crise, de créer l'Institut d'appui au développement (Igad). Une pompe à fric pour les françafricains. Une structure qui sert surtout à certains jeunes Européens pour venir obtenir une première expérience professionnelle, ou à certains « consultants européens » en manque de marché et d'exotisme de venir se refaire une santé financière à peu de frais. (Nous y reviendrons). L'ancêtre de l'AFD, la Caisse française de développement économique (CFD) était déjà présente dans le financement des projets de cette structure dès 1992 - projet maraîcher - à hauteur de 2 milliards de FCFA-, aux côtés déjà de l'ancêtre de Total, le groupe Elf Gabon à travers la Provision pour des investissements diversifiés (Pid). La

délégation de l'AFD a également rencontré Paul Biyoghe Mba, le responsable des affaires sociales de la junte. C'est un secteur plus que juteux. Dans un contexte où le Gabon est plus que jamais sur le chemin d'un Programme d'ajustement structurel (PAS). Les affaires sociales qui sont la première victime d'un plan, notamment par l'exigence du Fonds monétaire international (FMI) lors de l'adoption du PAS, d'arrêter le financement de plusieurs programmes sociaux, constituent une aubaine pour l'AFD. Il ne fait pas de doute que l'Agence est rentrée à Paris les cartons pleins d'idées de projet pour ce secteur.

Le plus extraordinaire est que la France, qui tire profit de ce système, soit parvenue à le présenter comme un appui gratuit qu'elle offre au développement du continent. C'est ainsi qu'elle « se vante de consacrer 2 milliards d'euros au développement des énergies renouvelables en Afrique », comme l'a indiqué notre confrère « Le Canard Enchaîné ». Alors qu'en réalité, il s'agit de prêts qui rapporteront au bas mot entre 784 milliards et 1400 milliards de FCFA selon que l'AFD parvienne à placer cet argent aux « colonies » à 6% ou 10%.

Pour se donner bonne conscience, l'Agence proclame dans ses plaquettes publicitaires qu'elle est « ... présente sur cinq continents où elle dispose d'un réseau de 71 agences et bureaux de représentation dans le monde, dont 9 dans l'Outre-mer et 1 à

Bruxelles, l'AFD finance et accompagne des projets qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise. Sa filiale Proparco soutient les investissements privés ». De la vraie poudre de perlimpinpin lorsqu'on sculpte ses différentes opérations. Car l'AFD ne se soucie pas du devenir de ces projets ni de leurs effets sur l'environnement économique réel ou sur le bien-être des populations cibles. Ce qui compte avant tout c'est de faire du chiffre. Le cas de la mise en œuvre du projet Prodiag est à ce titre très édifiant. Les opérations menées sur le terrain se réduisent actuellement à de simples pancartes indicatrices. Les fameuses coopératives que la junte veut « transformer en entreprises » n'existent que sur le papier. Sur le terrain, à Makokou, sur la route d'Okondja, non loin des sites « Graine », au village Akam Effack sur l'axe Oyem Bitam, il n'y a plus d'activités menées par des coopératives initiées par le Prodiag. L'AFD va-t-elle, malgré tout, donner un financement pour transformer d'invisibles coopératives du Prodiag à Makokou et Akam Effack en entreprises ?

Le françafricain François Hollande, l'homme qui dîne à la même table que BOA aux mains ensanglantées, quoi que « dos contre face », accompagné par la nouvelle amie des dictateurs Michaëlle Jean, le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), va fêter à Paris les 75 ans de l'AFD, ce financier hors pair qui vole au secours des dictateurs. En leur vendant de l'argent hors de prix pour leur permettre de se maintenir au pouvoir. Tout en permettant à l'agence, d'assurer le développement de la France grâce aux rendements très élevés de ses prêts ; suivant en cela la logique de l'économie coloniale.